Les 7 lois israÃ©liennes les plus racistes

Description

Par The Imeu, le 6 mars 2023

1. La loi sur lâ??Ã?tat-nation juif

Lâ??une des lois fondamentales quasi-constitutionnelles dâ??IsraÃ«l. Elle dispose que le droit Ã lâ??autodÃ©termination en IsraÃ«l et dans les territoires palestiniens occupÃ©s Â« est propre au peuple juif Â» et encourage la sÃ©grÃ©gation raciale et la discrimination Ã lâ??encontre des Palestiniens en matiÃ¨re de logement en demandant Ã lâ??Ã?tat de promouvoir le Â« dÃ©veloppement de lâ??implantation juive en tant que valeur nationale Â».

2. La loi du Â« retour Â»

Elle donne aux Juifs du monde entier le droit dâ??immigrer en IsraÃ«l et dans les territoires palestiniens occupÃ©s et de recevoir automatiquement la citoyennetÃ© israÃ©lienne. Dans le mÃªme temps, IsraÃ«l refuse aux Palestiniens autochtones qui ont Ã©tÃ© expulsÃ©s pendant et aprÃ¨s la crÃ©ation dâ??IsraÃ«l le droit de retourner dans leur patrie parce quâ??ils ne sont pas juifs et traite les citoyens palestiniens de lâ??Ã?tat, qui reprÃ©sentent plus de 20 % de la population israÃ©lienne, comme des citoyens de seconde zone.

3. La loi sur les comitÃ©s dâ??admission

Elle autorise des centaines de petites villes Ã mettre en place des Â« comitÃ©s dâ??admission Â» pour rejeter les candidatures de Palestiniens, de personnes LGBTQ et dâ??autres personnes jugÃ©es indÃ©sirables sur la base de critÃ¨res tels que Â« lâ??inadÃ©quation Ã la vie sociale de la communautÃ©â?¦ ou au tissu social et culturel de la ville Â».

4. La loi sur la propriÃ©tÃ© des absents et loi sur lâ??acquisition des terres

Elle permet au gouvernement israÃ©lien dâ??exproprier des terres et dâ??autres biens appartenant Ã des Palestiniens qui ont Ã©tÃ© chassÃ©s de chez eux lors de la crÃ©ation de lâ??Ã?tat. Il sâ??agit du principal outil utilisÃ© par IsraÃ«l pour voler dâ??Ã©normes quantitÃ©s de terres et de biens privÃ©s aux Palestiniens qui ont Ã©tÃ© expulsÃ©s et auxquels on a refusÃ© le droit au retour, y compris de nombreux dÃ©placÃ©s Ã lâ??intÃ©rieur des frontiÃ¨res dâ??IsraÃ«l.

5. La loi fonciÃ¨re israÃ©lienne

Une autre des lois fondamentales quasi-constitutionnelles dâ??IsraÃ«l. Elle dispose que la propriÃ©tÃ© des terres de lâ??Ã?tat ne peut Ãªtre transfÃ©rÃ©e quâ??entre le gouvernement et des agences quasi-gouvernementales telles que le Fonds national juif, qui ne loue des terres quâ??Ã des Juifs. Quatre-vingt-treize pour cent des terres en IsraÃ«l appartiennent Ã lâ??Ã?tat. Les politiques fonciÃ¨res discriminatoires dâ??IsraÃ«l font quâ??il est extrÃªmement difficile pour les Palestiniens

ayant la citoyennetÃ© israÃ©lienne dâ??accÃ©der Ã des terres Ã des fins rÃ©sidentielles, commerciales, agricoles ou autres.

6. La loi sur la citoyennetÃ© et lâ??entrÃ©e en IsraÃ«l

Elle empÃªche les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza qui sont mariÃ©s Ã des citoyens palestiniens dâ??IsraÃ«l dâ??obtenir le statut de rÃ©sident ou de citoyen, y compris ceux qui ont Ã©tÃ© expulsÃ©s des villes situÃ©es Ã lâ??intÃ©rieur de ce qui est devenu IsraÃ«l en 1948. Elle oblige des milliers de citoyens palestiniens dâ??IsraÃ«l Ã quitter le pays ou Ã vivre sÃ©parÃ©s de leur conjoint et de leur famille.

7. La loi sur la Nakba

Elle interdit le financement public des institutions et des organisations impliquÃ©es dans la commÃ©moration de lâ??expulsion violente des trois quarts des Palestiniens lors de la crÃ©ation dâ??IsraÃ«l en tant quâ??Ã?tat Ã majoritÃ© juive en 1948, connue par les Palestiniens sous le nom de Â« Nakba Â» (Â« catastrophe Â»).

Source : The IMEU

Traduction AS pour lâ??Agence mÃ©dia Palestine

date crÃ©Ã©e
2023/08/04